



CC-DRIVER

Combattre la cybercriminalité au travers de la compréhension des facteurs humains et techniques

Élaboré par Trilateral Research au nom du consortium CC-Driver

Treize partenaires provenant des quatre coins de l'UE ont rejoint le projet Horizon2020, se déroulant sur trois ans et financé à hauteur de 5 millions d'euros. Ce dernier a pour but d'examiner les facteurs constituant la cyber criminalité en Europe et plus particulièrement ceux amenant des jeunes à commettre des crimes en ligne.

« La cybercriminalité est en plein essor et elle engendre des coûts tant au niveau économique que social dans nos sociétés et à travers le monde. Nous avons besoin d'un effort collectif afin de combattre et investiguer les nouvelles tendances en cybercriminalité, incluant la hausse de hackers amateurs. Notre projet CC-Driver a pour objectif de mieux comprendre ce phénomène. Le projet CC-Driver examinera les multiples manifestations de la cybercriminalité et analysera les mécanismes humains et techniques menant à de nouvelles formes de cybercriminalité. « Nous analyserons aussi les techniques et tactiques de cyber criminels et de la cybercriminalité en tant que service (cybercrime-as-a-service) », mentionné par David Wright, Directeur de l'organisation Trilateral Research et coordinateur du projet CC-Driver.

Le projet a officiellement été lancé lors d'une réunion les 6 et 7 mai 2020, à laquelle ont assisté plus de 30 représentants d'organisations partenaires provenant de toute l'Europe, dont des Corps de Police, centres de recherches, Universités, industries et sociétés civiles ainsi qu'un représentant de la Commission européenne. La réunion a permis de définir quelle sera la contribution des différents partenaires en fonction de leur domaine de spécialisation, de revoir les objectifs ainsi que la structure du projet, discutant des problèmes d'éthique, de privacité, de protection des données et pour comprendre plus précisément les attentes de la Commission.

Le projet CC-Driver se concentrera sur ces principaux aspects :

1. L'étude de la cybercriminalité en tant que service (cybercrime-as-a-service) et développer des outils d'investigation pour les corps de police

2. Comprendre les facteurs menant à des nouvelles formes de cybercriminalité
3. Créer un questionnaire en ligne pour évaluer la vulnérabilité des jeunes face à la cybercriminalité
4. Renforcer l'harmonisation des législations dans les États européens concernant la cybercriminalité en développant des instruments politiques
5. Préserver les valeurs sociétales européennes et les droits fondamentaux.

Les partenaires du consortium exploreront les moteurs de la cybercriminalité juvénile en conduisant, entre autres, des entretiens en ligne auprès de 1000 jeunes âgés de 16 à 19 ans dans chacun des huit pays. Les réponses seront anonymisées conformément aux lois sur la protection des données. Les partenaires conduiront aussi des entretiens mais auprès d'adultes cybercriminels et développeront des programmes d'intervention afin de détourner les jeunes de la cybercriminalité à travers des contributions sociales bénéfiques.

La cybercriminalité est un défi majeur pour les corps de police ainsi que pour les décideurs politiques dû à la complexité de ce phénomène ainsi qu'aux différents facteurs humains et techniques qui le composent. Le principal résultat attendu pour ce projet sera le développement d'outils et de supports de formation pour les corps de police afin de faciliter la gestion de l'ensemble des menaces, la collecte de preuves et perturber les opérations criminelles. Ces outils de sensibilisation fourniront des renseignements sur les tendances et les méthodes en matière de cyber-sécurité, alors que les outils d'investigation amélioreront l'automatisation des analyses, l'exploration des données, ainsi que les capacités de système de numérisation.

La proposition de projet ainsi que son approche innovatrice ont reçu le soutien d'Europol, INTERPOL et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). Les partenaires du projet CC-Driver mèneront aussi une analyse comparative des législations en cyber sécurité dans ces mêmes huit pays, analyseront quelles sont les lacunes existantes et proposeront des pratiques adéquates pour appuyer l'élaboration de politiques.

Les partenaires du consortium utiliseront différentes méthodes de recherche et s'intéresseront à différents utilisateurs dont les groupes plus vulnérables ; par conséquent le projet comportera une section éthique, suivant les requis légaux et éthiques du Conseil de l'Europe et soutenus par un Comité d'éthique avec des experts externes. Trilateral Research développera aussi des protocoles éthiques et de protection des données pour les partenaires ayant des questions d'éthiques qui seront probablement soulevées durant l'avancement du projet. Une évaluation éthique, de la protection des données et de l'impact social de l'écosystème de la cybersécurité contribuera à renforcer la confiance du public dans l'utilisation de la technologie dans les efforts de lutte contre la criminalité.

L'équipe de recherche :

Le projet est coordonné par David Wright, Trilateral Research (Royaume-Uni). Parmi les autres partenaires du consortium figurent : F-Secure (Finlande), FORTH (Grèce), Simavi (Roumanie), la Police locale de Valence (Espagne), Policia Judiciária (Portugal), l'École des sciences criminelles de l'Université de Lausanne (Suisse), KEMEA (Grèce), le département de police de

l'Université des sciences appliquées pour le service public en Bavière (Allemagne), l'Université de l'East London (Royaume-Uni), le Forum sur la sécurité de l'information (Royaume-Uni), Privanova (France) et la Police hellénique (Grèce).

Contact et informations complémentaires

Coordinateur, David Wright, Trilateral Research,
david.wright@trilateralresearch.com.



Le projet CC Driver - Comprendre les moteurs de la cybercriminalité et les nouvelles méthodes pour prévenir, étudier et atténuer les comportements cybercriminels – bénéficie de la convention de subvention n° 883543 dans le cadre du programme de recherche et d'innovation H2020 de l'Union européenne.